



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE NEW DELHI

N° 20 – Du 2 juin mai au 15 juin 2023

En bref

Afghanistan : Les besoins énergétiques annuels de l'Afghanistan s'élèvent à 1,500 MW. Les droits humains au cœur des discussions, lors du sommet des dirigeants EU-Asie centrale des Nations unies. Le corridor économique entre la Chine et le Pakistan (CPEC, « China-Pakistan Economic Corridor ») va bénéficier à l'Afghanistan. L'Inde continue d'envoyer de l'aide alimentaire à l'Afghanistan.

Bangladesh : Signature d'un contrat de fourniture de GNL avec le Qatar. L'inflation repart à la hausse et atteint 9,94% en mai. 1,2 Md USD de prêts budgétaires attendus en juin. L'espérance de vie à la naissance atteint 72,4 ans.

Bhoutan : Légère remontée de l'inflation en avril à +3,3 % contre 3,12 % en mars dernier. L'Autorité Monétaire Royale (AMR) du Bhoutan entreprend des mesures supplémentaires pour limiter la diminution des réserves de change.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Record d'importations de pétrole Russe. *Politique commerciale* : Niveau d'achat record en mai des investissements de portefeuille étrangers (FPI). Les Émirats Arabes Unis, désormais quatrième investisseur en Inde. *Politique budgétaire* : Diminution de 4,3 Mds USD des réserves de change indiennes. *Politique monétaire* : Retour sur les décisions du Comité de Politique Monétaire du 8 juin.

Maldives : Lancement d'une consultation pour la définition d'un accord de libre-échange avec le Royaume Uni.

Népal : Le Népal et les Émirats Arabes Unis ont renouvelé l'accord sur le travail pour les quatre prochaines années. L'émigration massive des travailleurs népalais menace l'économie népalaise. Dans le cadre de l'accord tripartite sur l'énergie entre l'Inde, le Népal et le Bangladesh, le Népal va exporter 10,000 MW d'électricité à l'Inde lors des dix prochaines années. Stagnation de l'indice des prix à la consommation (IPC) au Népal.

Pakistan : Présentation du projet de loi de finances pour l'année 2023-24. Exonérations fiscales et soupçons d'insincérité concernant les prévisions d'augmentation des revenus. Le gouvernement fédéral a approuvé une subvention supplémentaire de 4 Mds PKR en faveur de sociétés exportatrices basées au Pendjab. Le gouvernement fédéral a entrepris une baisse du prix de l'essence de 8 PKR par litre et du diesel de 5 PKR. Le projet de loi de finances prévoit une augmentation de 15,7 % du budget de la défense. Le FMI soulève de sérieuses objections sur le cadre budgétaire de la loi de finances pour 2023-2024. Augmentation de 46 % du Programme de développement du secteur public (PSDP) fédéral qui sera voté en parallèle à la Loi de Finances. Les réserves de la Banque centrale de nouveau orientées à la baisse. Les envois de fonds des Pakistanais de l'étranger ont baissé de 12,9 % au cours des 11 premiers mois de l'année 2022/2023. Le gouvernement pakistanais a mis en place un accord de contre-

achat avec l'Iran, l'Afghanistan et la Russie. Shell Pakistan Limited (SPL) a informé la Bourse du Pakistan (PSX) que sa société mère avait l'intention de vendre ses actifs.

Sri Lanka : Réduction des taux directeurs de 250 points de base et baisse de l'inflation à 25 %. Levée des restrictions d'importation pour 300 lignes tarifaires. Sri Lanka redevient éligible aux financements concessionnels de la BAsD.



Afghanistan

Les besoins énergétiques annuels de l'Afghanistan s'élèvent à 1,500 MW

Le ministère de l'Énergie et de l'Eau a annoncé que les besoins énergétiques annuels de l'Afghanistan étaient de l'ordre de 1,500 MW. 720 MW sont importés, en provenance d'Ouzbékistan (57%), d'Iran (22%) et du Turkménistan (17%) et 565 MW sont produits domestiquement, notamment par le biais des barrages hydrauliques Naghlo, Mahipar, Sarobi, Kajaki, Salma et Daronta.

Entre outre, fin 2009, en raison des fréquentes pénuries d'électricité, les États-Unis ont investi 340 MUSD dans une centrale thermique d'une capacité de 105 MW à Kaboul. Celle-ci est généralement utilisée lors des périodes de pénurie en hiver ou lorsque les pylônes électriques sont endommagés.

L'Afghanistan continue à faire face à d'importants défis pour s'approvisionner en électricité et répondre à sa demande interne.

Les droits humains au cœur des discussions, lors du sommet des dirigeants EU-Asie centrale des Nations unies

Les participants à la deuxième réunion des dirigeants de l'Asie centrale et de l'Union européenne ont exprimé, dans leur déclaration finale, leurs inquiétudes face à la détérioration de la situation en matière de droits humains en Afghanistan. À cet égard, ils ont reconnu les efforts déployés par la communauté internationale pour aider le peuple afghan, malgré des circonstances difficiles. Les participants ont appelé la communauté internationale à intensifier l'aide humanitaire au peuple afghan et ont noté le rôle clé de l'ONU dans la fourniture d'une aide humanitaire à l'Afghanistan.

Charles Michel, président du Conseil européen, a reconnu la menace sécuritaire pesant également sur les pays d'Asie centrale, et a appelé à la mise en place d'un gouvernement afghan inclusif,

respectant les droits humains, et en particulier le droit à l'éducation et au travail pour les femmes.

Par ailleurs, les représentants ont souligné l'importance d'empêcher que le territoire afghan ne devienne un refuge pour les terroristes. Ils ont préconisé l'intensification des efforts visant à lutter contre la propagation de l'idéologie et de la propagande terroristes sur Internet.

Le corridor économique entre la Chine et le Pakistan (CPEC, « China-Pakistan Economic Corridor ») va bénéficier à l'Afghanistan

A l'occasion des dix ans du lancement du CPEC, l'un des projets d'infrastructures phare de l'initiative chinoise des routes de la soie (BRI, « Belt and Road Initiative »), les ministres respectifs des Affaires étrangères de Pékin et d'Islamabad ont réaffirmé, lors du cinquième dialogue des ministres des Affaires étrangères Chine-Afghanistan-Pakistan tenu à Islamabad, leur engagement à poursuivre la coopération en étendant le CPEC à l'Afghanistan afin d'améliorer la connectivité et l'essor économique de la région.

Les trois pays ont exprimé leur détermination à exploiter pleinement le potentiel de l'Afghanistan en tant que pays facilitateur de la connectivité régionale. Ils ont également réaffirmé leur engagement à faire progresser la coopération trilatérale dans le cadre de l'initiative BRI.

Le ministre pakistanais des Affaires étrangères Bilawal Bhutto Zardari, son homologue chinois Qin Gang et le ministre afghan des Affaires étrangères par intérim nommé par les talibans, Mawlawi Amir Khan Muttaqi, ont également souligné la nécessité d'empêcher tout groupe d'utiliser leur territoire pour des activités terroristes.

L'Inde continue d'envoyer de l'aide alimentaire à l'Afghanistan

L'Inde a signé un protocole d'accord avec le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies pour une aide alimentaire humanitaire de 20 000 tonnes de blé destinée à

la population afghane en proie à une sévère crise alimentaire.

En effet, après avoir envoyé 40,000 MT de blé via les frontières pakistanaises, le gouvernement indien soutient à nouveau le pays avec un envoi de 20,000 MT via le port iranien de Chabahar vers l'Afghanistan.

Selon le PAM, plus de 19 millions d'Afghans sont confrontés à une grave insécurité alimentaire. Toujours dans l'optique de soutenir la population afghane, l'organisation internationale prévoit également une enveloppe de 1,46 Md USD, prévue d'être décaissée au cours des six prochains mois.

Bien que l'Inde ne reconnaisse pas officiellement le régime Taliban, le pays continue de fournir une aide humanitaire à destination du peuple afghan.

Bangladesh

Signature d'un contrat de fourniture de GNL avec le Qatar

Face à des réserves naturelles de gaz onshore en voie de tarissement, et en attendant le début de l'exploitation des réserves offshore dans ses eaux territoriales, le Bangladesh se tourne de plus en plus vers l'importation de Gaz Naturel Liquéfié (GNL), dont la demande nationale devrait atteindre 8 Mtpa (Millions de tonnes par an) en 2026.

Originellement réservé depuis 2018 à deux fournisseurs omanais (Oman Trading International, 1 Mtpa) et qatari (RasGas, joint-venture entre Qatar Petroleum et ExxonMobil pour 2,5 Mtpa) sur des contrats de long terme, le marché du GNL a récemment été ouvert aux achats spot sur lequel est présent TotalEnergies. L'envolée des prix liée à la guerre en Ukraine a poussé le Bangladesh à démarrer des négociations pour des contrats long-terme afin d'accroître ses volumes importés. Petrobangla vient à ce titre de signer un accord avec QatarEnergy pour 2 Mtpa supplémentaires à partir de janvier 2026. Des discussions sont en cours avec Oman.

Par ailleurs, pour faire face à l'augmentation des importations, le Bangladesh va investir dans une troisième unité de regasification. Le ministère des finances vient d'approuver l'offre de Summit Power, un groupe banglodo-singapourien, pour une capacité de 600 mmcfd.

Le gaz liquéfié est regazéifié sur l'île de Moheshkhali, près de Chittagong, par deux stations flottantes (FSRU ou floating, storage, regasification unit). La 1ère est détenue et opérée depuis août 2018 par l'américain EXCELERATE ENERGY ; elle a une capacité de 3,75 millions de tonnes par an (500 mmcfd). La seconde, détenue par Summit Power, a la même capacité et est entrée en opération en avril 2019.

L'inflation repart à la hausse et atteint 9,94% en mai

L'inflation est au plus haut depuis plus de dix ans, avec des prix de l'alimentation qui ont augmenté de 9,24 % sur un an tandis que cette hausse atteint 9,96 % pour les biens non-alimentaires. Après une légère accalmie fin 2022/début 2023 avec une inflation des produits alimentaires à 7,7 %, les prix repartent donc à la hausse, et ce à cause des contraintes sur l'offre alors que le contexte mondial est plutôt à la détente.

1,2 Md USD de prêts budgétaires attendus en juin

La Banque Asiatique de Développement (BAsD) et l'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB) ont toutes les deux approuvées et signées un projet d'appui budgétaire « Sustainable Economic Recovery Programme » pour un total de 800 MUSD, projet qui s'inscrit dans le cadre du programme FMI signé en janvier 2023. Le décaissement interviendra prochainement, apportant des devises aux réserves du pays qui sont passées en dessous de la barre des 30 Mds USD en mai. La JICA apportera également un cofinancement équivalent à 216 MUSD.

Le premier volet de ce programme avait été approuvé en septembre 2021 avec une enveloppe de 250 MUSD et visait à soutenir la relance post-covid, en améliorant la collecte fiscale et en réduisant les pertes et les subventions aux sociétés publiques notamment. Ce nouveau programme vise à poursuivre la

construction du cadre réglementaire pour l'impôt sur le revenu et la TVA, le renforcement de la gestion des finances publiques (iBAS++, commande publique et plan d'action 2024-2028) ainsi que l'inclusion financière des femmes.

En parallèle, et toujours ce mois-ci, la Corée du Sud (EDCF) devrait apporter 100 MUSD et l'OPEC Fund for International Development 100 MUSD supplémentaires portant l'enveloppe total des prêts budgétaires en juin à environ 1,2 Md USD.

Avec le festival de l'Aid qui aura lieu fin juin, les transferts de fonds des expatriés devraient également être plus importants et contribuer à réduire, au moment temporairement, les tensions sur les réserves de change et sur les ouvertures de lettres de crédit.

L'espérance de vie à la naissance atteint 72,4 ans

Le Bureau des Statistiques du Bangladesh a publié les dernières statistiques démographiques. L'espérance de vie à la naissance des hommes s'établit désormais à 70,6 ans et celle des femmes à 74,1 ans contre respectivement 64,5 et 65,4 en 2001. Le taux d'alphabétisation des adultes est en 2022 de 74,4 %, en légère hausse. L'âge médian de la population demeure aux alentours de 27 ans.

Bhoutan

Légère remontée de l'inflation en avril à +3,3 % contre 3,12 % en mars dernier

Le Bhoutan enregistre un taux d'inflation de 3,29 % (en g.a.) en avril dernier, inférieur au taux plafond de 6,0 % fixé par l'Autorité Monétaire Royale mais encore supérieur au niveau pré-pandémique de 2,3 % en novembre 2019. Le prix du logement et des services publics a connu la plus forte augmentation (11,32 %), suivi par celui de la santé (13,18 %).

Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que le taux d'inflation du Bhoutan ralentira à 4,6 % lors de l'année budgétaire en cours, contre 6,5 % l'année dernière. Cette projection est inférieure à l'estimation de 5,5 % de la Banque

Asiatique de Développement et à la prévision de 5,9 % de la Banque mondiale.

En outre, étant donné que plus de 80 % des importations du Bhoutan proviennent de l'Inde, l'inflation du Bhoutan est fortement corrélée à l'inflation indienne. Toute fluctuation des prix en Inde a un impact direct sur le panier de consommation du pays.

L'Autorité Monétaire Royale (AMR) du Bhoutan entreprend des mesures supplémentaires pour limiter la diminution des réserves de change

Dans une lettre officielle, le gouverneur de l'AMR, Dasho Penjore, a émis une directive à l'intention de tous les directeurs généraux des institutions financières du Bhoutan annonçant un moratoire sur les prêts à la construction immobilière commerciale et à la construction d'hôtels, en lien avec l'importante sortie de devises étrangères, amenuisant les réserves de change du pays, ainsi que de la concentration des prêts non-performants dans ces secteurs d'activité.

Les banques ont reçu l'ordre de suspendre toute approbation de nouveaux prêts pour la construction et les hôtels à compter du 8 juin 2023, et d'interrompre les demandes de prêts en cours, indépendamment de leur stade de confirmation. Le moratoire est susceptible de courir jusqu'à la fin de l'année 2023. Dans la même lignée, en août 2022, le gouvernement a également imposé des restrictions à l'importation de tous les véhicules, à l'exception des véhicules utilitaires, de travaux et les machines agricoles.

Cette mesure permettra de sauvegarder les réserves de devises étrangères du pays, dont le niveau actuel s'établit à 668 MUSD soit une couverture de seulement cinq mois d'importations. Les réserves de change du pays ont été durement touchées par la pandémie, ayant donné lieu à une politique stricte d'interdiction des touristes étrangers au cours des deux dernières années. Par ailleurs, les flux touristiques restent modérés depuis la réouverture des frontières.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Record d'importations de pétrole Russe

La part de la Russie dans les importations de pétrole en Inde a atteint un niveau record en mai, à 42 %. L'Inde a ainsi importé un record de 1,96 million de barils par jour (mbj) en provenance de Russie en mai, selon la société d'intelligence énergétique Vortexa.

L'opération est rentable pour New Delhi, car ces barils sont achetés en dessous des prix du marché. Dans les dix mois qui ont suivi l'invasion russe, l'Inde aurait ainsi économisé 3,3 Mds USD, ce qui l'a aidée à contenir les poussées inflationnistes en limitant la hausse des prix à la pompe.

Cependant, cela soulève également des préoccupations en termes de diversification des sources d'approvisionnement et de sécurité énergétique pour l'Inde. Alors que l'Inde profite actuellement de prix avantageux et de relations commerciales stables avec la Russie, il est important de noter les risques potentiels associés à une dépendance excessive à l'égard d'un seul fournisseur.

De leur côté, les importations chinoises de pétrole russe par voie maritime ont augmenté de 6,5 % d'un mois sur l'autre pour atteindre 1,4 mbj en mai. La Chine importe également un volume important de Russie qui transite par pipelines.

Sur cette même période, les exportations de carburant de l'Inde vers l'Europe ont chuté de 12 % à 236 000 pj en raison de la baisse de la demande globale sur le continent et de l'augmentation des approvisionnements en provenance des États-Unis. Les exportations indiennes vers les États-Unis ont plus que doublé, passant de 118 000 bpj à 50 000 bpj.

Politique budgétaire

Diminution de 4,3 Mds USD des réserves de change indiennes

Les réserves de change de l'Inde ont enregistré une baisse de 4,3 Mds USD, atteignant leur niveau le plus bas en un mois, selon les données publiées par la banque centrale indienne (BRI). Au cours de la semaine se terminant le 26 mai 2023, les réserves de change globales du pays se sont en effet établies à 589,138 Mds USD, en baisse par rapport aux 593,477 Mds USD de la semaine précédente. La principale composante des réserves, les actifs en devises étrangères, a diminué de 4,014 Mds USD, atteignant 520,931 Mds USD. Les réserves d'or ont également connu une diminution de 225 Mds USD, se chiffrant à 44,902 Mds USD. Cette diminution s'explique en partie par l'augmentation des coûts des biens importés en 2022. Par ailleurs, la BRI est intervenue sur le marché pour défendre la roupie face à la montée en flèche du dollar américain, contribuant ainsi à la diminution des réserves de change. La RBI surveille attentivement les marchés des changes et intervient de manière opportune pour maintenir la stabilité du taux de change.

Politique commerciale

Niveau d'achat record en mai des investissements de portefeuille étrangers (FPI)

Les investisseurs étrangers ont renoué avec les actions indiennes en mai, atteignant un niveau d'achats record en neuf mois. Cette tendance s'explique par la perception d'une stabilité macroéconomique en Inde et l'incertitude économique mondiale. En effet, avec un déficit courant maîtrisé et l'atteinte probable d'un pic dans le cycle de hausse des taux d'intérêt, l'Inde est à contre-courant des marchés mondiaux et attire de nombreux investisseurs étrangers.

Les FPI ont investi 5,3 Mds USD dans les actions indiennes en mai (contre 1,6 Md USD en avril), le montant le plus élevé depuis neuf mois. De plus,

leur investissement net sur douze mois est devenu positif pour la première fois en 17 mois, atteignant 9,1 Mds USD.

Les actifs totaux en actions des FPI se sont élevés à 583 Mds US, soit environ 15% du PIB, à la fin de la première quinzaine de mai 2023, soit environ un cinquième de la capitalisation boursière de l'Inde.

Après s'être concentrés sur d'autres marchés émergents, dont la Chine et la Corée du Sud, au cours des trois premiers mois de 2023, les FPI amorcent ainsi un retour en Inde.

En revanche, les fonds communs de placement locaux se sont montrés prudents alors que les indices de référence atteignaient de nouveaux sommets. Leur investissement en actions en mai 2023 s'est élevé à 297 MUSD, tandis que leur investissement cumulé sur douze mois a atteint un creux sur les 16 mois écoulés, à 145 Mds USD, selon les données de la SEBI.

Cette tendance devrait s'inscrire dans la durée car d'une part, la situation économique mondiale demeure instable et d'autre part, les investisseurs sont de plus en plus optimistes quant à l'investissement dans les bourses indiennes.

Les Émirats Arabes Unis, désormais quatrième investisseur en Inde

Les Émirats arabes unis (EAU) sont désormais le quatrième investisseur en Inde, les Investissements Directs Étrangers (IDE) provenant des EAU ayant triplé au cours de l'exercice 2022-23. Selon les données du gouvernement, les investissements des EAU vers l'Inde sont passés de 1,03 Mds USD à 3,35 Mds USD au cours de la dernière année budgétaire. Cette augmentation est le résultat de l'accord de partenariat économique (CEPA) signé en février 2022. Cet accord de grande envergure, couvre tous les aspects de l'engagement économique de l'Inde avec les Émirats arabes unis, y compris le commerce, les investissements, les soins de santé, le commerce numérique ainsi que les marchés publics. Cela explique le rapprochement bilatéral entre l'Inde et les EAU, la croissance des engagements d'investissement des EAU et des réformes politiques visant à

faciliter les affaires entre les deux pays. Les secteurs principalement concernés par les investissements des EAU en Inde sont les services, le transport maritime, l'énergie et la construction. Cet accord commercial a favorisé l'augmentation des importations et des exportations entre les deux pays, ainsi que la hausse des investissements émiratis dans les entreprises indiennes. La politique indienne d'ouverture aux IDE et le soutien actif des EAU aux startups indiennes contribuent également à cette dynamique. Les fonds d'investissement basés aux EAU montrent un intérêt croissant pour les startups innovantes en Inde, soutenant ainsi leur expansion.

Politique monétaire

Retour sur les décisions du Comité de Politique Monétaire du 8 juin

Lors de sa réunion du 8 juin 2023, le Comité de politique monétaire (MPC) dirigé par le gouverneur de la RBI, Shaktikanta Das, s'est réuni pour discuter de mesures économiques et monétaires. Plusieurs décisions importantes ont été prises lors de cette réunion.

Tout d'abord, la RBI a révisé légèrement à la baisse ses prévisions d'inflation pour l'année budgétaire en cours, passant de 5,2 % à 5,1 %. Malgré cette révision, la banque centrale a décidé de maintenir inchangé le taux d'intérêt de référence à 6,5 % et de poursuivre le retrait des mesures d'assouplissement. Le MPC a également décidé de maintenir le taux de rémunération des réserves (repo), le taux de dépôt et le taux du guichet marginal inchangés.

La RBI a pour mandat du gouvernement de maintenir l'inflation basée sur l'indice des prix à la consommation (IPC) à 4 %, avec une marge de +/- 2 %. Le MPC se concentre sur le retrait progressif des mesures de soutien tout en veillant à ce que l'inflation se rapproche de l'objectif fixé.

Par ailleurs, l'activité économique Indienne est résiliente, avec une croissance du PIB réel de 6,1 % au dernier trimestre. L'inflation a diminué à 4,7 % en avril 2023 grâce à des effets de base favorables. Les bonnes perspectives de récolte et

les mesures de soutien gouvernemental devraient soutenir la croissance en 2023-2024.

Le gouverneur de la RBI, Shaktikanta Das, a souligné que l'inflation globale restait encore au-dessus de la cible fixée par la RBI et devrait le rester selon les projections pour 2023-2024. Une vigilance étroite et continue quant à l'évolution de l'inflation est nécessaire, compte tenu des incertitudes liées à la mousson et à l'impact d'El Nino.

Maldives

Lancement d'une consultation pour la définition d'un accord de libre-échange avec le Royaume Uni

En 2022 le commerce bilatéral de biens entre le Royaume Uni et les Maldives s'est élevé à 31 MGBP (40 MUSD), à la faveur du Royaume Uni qui exporte pour 18 MGBP (23 MUSD) et importe pour 13 MGBP (17 MUSD). Les exportations du Royaume Uni sont variées, composées notamment de produits manufacturés divers. Les exportations maldiviennes sont composées en quasi-totalité de produits issus de la pêche. Le Royaume Uni est le 3^{ème} client des Maldives (9 % des exportations du pays) après la Thaïlande (49 % des exportations) et l'Allemagne (9 % des exportations). Les Maldives étant l'un des seuls pays du Commonwealth ne disposant d'accord de libre-échange ni en vigueur ni en cours de négociation avec le Royaume Uni, le Department for Business and Trade britannique a lancé le 8 juin une consultation publique en vue de l'établissement d'un tel accord pour le commerce de biens entre les deux pays. Les exportations maldiviennes vers le Royaume Uni sont actuellement soumises à des droits de douane moyens de 5,7 %, contre 13 % pour les exportations britanniques vers les Maldives. Le but de la consultation est notamment d'identifier en détail les barrières à l'échange actuellement existantes et les demandes des acteurs impliqués. Elle sera en ligne jusqu'au 2 août, les négociations bilatérales officielles

devant commencer dans le courant de l'année 2023.

Népal

Le Népal et les Émirats Arabes Unis ont renouvelé l'accord sur le travail pour les quatre prochaines années

Suite à la troisième réunion du comité de travail conjoint Népal-Émirats Arabes Unis (EAU), les officiels ont décidé de renouveler l'accord de travail entre les deux pays, signé pour la première fois en 2007, pour les quatre prochaines années.

En revanche, la signature s'est effectuée sous réserve d'obtention d'un pacte bilatéral du travail révisé grâce à l'examen complet des progrès réalisés depuis la deuxième réunion. En 2017, le Népal a interdit aux femmes népalaises de travailler comme femmes de ménage dans les pays du Golfe dans une optique de protection contre l'exploitation potentielle, interdiction ensuite levée en 2020.

Pour le Népal, les enjeux résident dans l'obtention de meilleures conditions de travail pour les migrants népalais aux EAU, notamment par le biais d'un processus de recrutement juste et transparent. Lors de la réunion, le représentant du ministère du Travail népalais a plaidé en faveur d'un salaire minimum pour les travailleurs népalais, pour l'établissement d'un registre complet des travailleurs népalais aux EAU, pour une documentation complète des informations concernant les travailleurs népalais actuellement incarcérés ou détenus, et pour la mise en place de procédures efficaces en cas de rapatriement des corps des travailleurs népalais décédés.

Le Népal a jusqu'à présent signé des accords de travail bilatéraux avec dix pays : le Qatar, la Corée du Sud, Bahreïn, le Japon, la Jordanie, la Malaisie, l'île Maurice, les Émirats arabes unis, Israël et le Royaume-Uni. Alors que le processus pour la signature d'accords bilatéraux sur l'emploi avec l'Allemagne et la Roumanie est achevé, il est encore en cours de négociation avec l'Arabie Saoudite et le Koweït.

L'émigration massive des travailleurs népalais menace l'économie népalaise

Avec en moyenne près de 500 000 népalais quittant le pays chaque année, pour des raisons économiques, l'expatriation massive des travailleurs népalais menace de conduire le pays à une pénurie de main d'œuvre ainsi qu'à un grave ralentissement économique en lien avec une productivité du travail en baisse.

Selon un rapport macroéconomique de la Banque centrale, Nepal Rastra Bank, au cours des dix premiers mois de l'année budgétaire en cours, le niveau de délivrance des permis de travail a atteint un niveau historique puisque quelque 660 000 népalais s'en sont vus délivrés.

En parallèle, sur la même période, les transferts de migrants, une des principales sources de financement externes, ont augmenté de 23,4 % (en g.a.) pour atteindre un montant de 8 Mds USD. Le rapport de la Banque centrale indique que l'une des principales exportations du Népal demeurerait la main-d'œuvre, et que la plupart des ménages ruraux dépende désormais des revenus d'au moins un des membres ayant émigrés.

Lancement du projet Banque mondiale ACCESS (« Accelerating Nepal's Regional Transport »), d'un montant de 275 MUSD

Le projet, lancé conjointement par le gouvernement népalais et la Banque mondiale, vise à améliorer le commerce et la connectivité au Népal. Le ministre des Infrastructures et des Transports, Prakash Jwala, a déclaré que le projet contribuera à développer des infrastructures résilientes au Népal et à libérer le potentiel économique du pays en améliorant la connectivité et les échanges, tant entre les provinces qu'au niveau régional.

Dans le cadre de ce projet, le tronçon à deux voies de 69 kilomètres de la route Butwal-Goringhe-Chanauta, le long de l'autoroute est-ouest, sera transformé en une autoroute à quatre voies. En mettant l'accent sur l'amélioration de la sécurité routière, le projet devrait permettre de réduire le temps de trajet de 30 % et d'améliorer ainsi l'accès aux ports maritimes de l'ouest de l'Inde.

Dans le cadre de l'accord tripartite sur l'énergie entre l'Inde, le Népal et le Bangladesh, le Népal va exporter 10,000 MW d'électricité à l'Inde lors des dix prochaines années

L'Inde, le Népal et le Bangladesh ont finalisé début juin à l'occasion de la venue du Premier ministre Pushpa Kamal Dahal à New Delhi, le projet d'un accord tripartite sur le commerce de l'électricité pour renforcer la connectivité énergétique de la région.

L'accord répond à une demande de longue date du Népal et du Bangladesh, souhaitant que l'échange d'électricité se fasse par l'intermédiaire du réseau indien.

Dans ce cadre, l'Inde a accepté d'acheter 10 000 MW d'électricité au Népal, produite par l'intermédiaire des centrales hydroélectrique, au cours des dix prochaines années, afin de faciliter l'exportation d'énergie hydroélectrique du Népal vers le Bangladesh.

Stagnation de l'indice des prix à la consommation (IPC) au Népal

Le taux d'inflation au mois de mai, tel qu'indiqué par la NRB, est tombé à 7,41 %, contre 7,87 % l'année précédente. Selon la banque centrale, l'inflation des produits alimentaires et des boissons s'est élevée à 5,54 %, tandis que l'inflation des produits non alimentaires et des services a atteint 8,89 %. Ces chiffres témoignent de la persistance de l'inflation.

Pakistan

Présentation du projet de loi de finances pour l'année 2023-24

Le projet de loi de finances (PLF) pour l'année budgétaire 2023-2024 qui commence au 1^{er} juillet 2023 est basé sur une croissance de +3,5 %, il prévoit des dépenses budgétaires en hausse de 30 % au cours de l'année 2023/2024 (hors PSDP). Les dépenses courantes augmentent à + 27 % ; les salaires de la fonction publique augmentent pour leur part entre 30 et 35 % (en fonction des grades

occupés) contre 17,5 % pour les retraites - alors que l'inflation a augmenté de 38 % au cours des 11 premiers mois de l'année budgétaire.

Exonérations fiscales et soupçons d'insincérité concernant les prévisions d'augmentation des revenus

Les nombreuses niches fiscales mises en place en cette année électorale permettent de prédire que l'objectif de recettes fiscales en hausse de +38 % affiché dans le PLF ne sera pas atteint.

Ci-dessous quelques-unes des grandes mesures annoncées :

- exonération de la GST (TVA non déductibles) à l'importation pour des industriels (sidérurgie, traitement du riz, machines du secteur minier et du secteur du plastique) ou dans des zones spécifiques comme les territoires rattachés au Khyber Pakhtunkhwa (les ex-F.A.T.A.). Les F.A.T.A sont d'ailleurs entièrement exemptés de GST à la consommation ;
- exonération de retenue à la source de 2 % sur l'achat d'un bien immobilier pour les titulaires individuels de cartes d'identités de non-résidents lorsque le bien immobilier est acquis au moyen de remises de fonds de l'étranger ;
- réduction de 10 % de la taxe d'habitation pendant trois ans après la fin de la construction du bien ;
- exonération fiscale de 5 ans des PME dans le secteur des industries agro-alimentaires.

Le gouvernement fédéral a approuvé une subvention supplémentaire de 4 Mds PKR en faveur de sociétés exportatrices basées au Pendjab

Le gouvernement fédéral a donné son accord pour que le gouvernement du Pendjab verse une nouvelle subvention énergétique transitoire d'un montant de 4 Mds PKR (14 Mds USD) à l'opérateur public SUI-Northern Gas Pipeline Ltd (SNGPL), couvrant les mois de mai et juin. Cette subvention permettra aux industriels exportateurs du Pendjab (textile et industrie du cuir) de payer leur gaz moins cher, par rapport aux autres industriels ou aux particuliers.

En février dernier, suivant les recommandations des services du FMI, le gouvernement avait annoncé qu'il allait renoncer à partir du 1^{er} mai 2023 à la prise en charge au niveau fédéral de la subvention sur le gaz pour les opérateurs à l'export.

Le gouvernement fédéral a entrepris une baisse du prix de l'essence de 8 PKR par litre et du diesel de 5 PKR

Le ministre des Finances a annoncé dans une allocution télévisée qu'il avait imposé une révision du prix de l'essence à la pompe à 262 PKR (soit une réduction de 3 cents USD le litre), et du prix du diesel à 253 PKR (soit une réduction de 2 cents USD le litre). Les nouveaux prix sont entrés en vigueur dans la matinée du 1^{er} juin.

Le projet de loi de finances prévoit une augmentation de 15,7 % du budget de la défense

Le budget de la défense du projet de loi de finances pour 2023-24 est préservé notamment lorsqu'il est comparé aux dépenses d'éducation en augmentation de seulement 5,5 %. Le PLF prévoit un budget de la défense de 1804 Mds PKR (6,278 Mds USD), en augmentation de 15,7 % par rapport aux dépenses de défense prévues pendant l'exercice 2022/2023 (Rs1,591 milliards). Le budget de chacune des branches de l'armée a progressé de façon identique.

Au total, le budget des armées (1,7 % du PIB) semble en recul par rapport à 2022-23 où il représentait 2 % du PIB. Mais, en réintégrant deux postes qui ont été externalisés cette année, le montant des retraites de militaires (563 Mds PKR) ou le programme de développement des forces armées (280 Mds PKR), il n'a perdu que 0,1 point de pourcentage de PIB par rapport à l'année 2022/2023.

Selon la presse, les dépenses moyennes par soldat s'élèvent à 13 400 USD au Pakistan, contre 23 000 USD pour l'Iran, 42 000 USD pour l'Inde, 371 000 pour l'Arabie saoudite et 392 000 USD pour les États-Unis.

Le FMI soulève de sérieuses objections sur le cadre budgétaire de la loi de finances pour 2023-2024

« Le projet de loi de finances pour l'année 2023/2024 rate une occasion d'élargir l'assiette fiscale de manière plus progressive. La longue liste de nouvelles dépenses fiscales réduit encore l'équité du système fiscal pakistanais et sape la collecte des ressources nécessaires à un meilleur soutien aux bénéficiaires vulnérables du BISP (Programme de soutien du revenu destiné aux plus pauvres) et les dépenses de développement", a déclaré Mme Esther Perez Ruiz, la Cheffe de la mission résidente du FMI au Pakistan. Elle a ajouté que le Pakistan avait « raté l'occasion d'élargir son assiette fiscale ».

La Cheffe de mission a par ailleurs ajouté que l'annonce du relèvement du plafond d'envois de fonds des Pakistanais de l'étranger de 17 500 USD (5 millions de PKR) par mois à 100 000 USD par mois - sans interroger les auteurs de ces virements sur la source des revenus et des actifs - était susceptible de créer un précédent dommageable pour le pays. Le ministre des finances a immédiatement récusé ce point.

Augmentation de 46 % du Programme de développement du secteur public (PSDP) fédéral qui sera voté en parallèle à la Loi de Finances

Le gouvernement pakistanais propose d'allouer 1150 Mds PKR (4 Mds USD) en première lecture à l'assemblée nationale pour le PSDP fédéral 2023/2024. Le PSDP est un programme annuel d'investissements publics ou semi-publics. Ce montant comprend 75 Mds PKR (261 MUSD) d'aide étrangère et 200 Mds PKR (697 MUSD) de financements privés dans le cadre de projets en partenariat public-privé (opération de « Build Operate & Transfer »). Le budget associé au PSDP 2023-2024 augmente ainsi de 46 % par rapport à l'année précédente.

Dans ce nouveau PSDP (2023-2024), le secteur des infrastructures - qui relève essentiellement du gouvernement fédéral - concentre plus de 52 % des fonds. Les projets à caractère social représentent quand à eux 25 % du budget, contre 12,4 % pour les territoires pakistanais

relevant directement de l'échelon fédéral (Jammu et Cachemire libre, Gilgit-Baltistan, et districts fusionnés, ex-F.A.T.A., du KP).

Les réserves de la Banque centrale de nouveau orientées à la baisse

La politique de la SBP visant à réduire les dividendes des sociétés multinationales basées au Pakistan et à encadrer les émissions de lettres de crédit par les banques ne suffit pas à préserver les réserves de change du pays.

Dans son communiqué, la SBP indique que les réserves de change de la banque centrale étaient situées à 4,02 Mds USD le 9 juin contre 4,4 Mds USD il y a un mois.

Les envois de fonds des Pakistanais de l'étranger ont baissé de 12,9 % au cours des 11 premiers mois de l'année 2022/2023

En mai 2023, les expatriés pakistanais ont envoyé 2,1 Mds USD au Pakistan, une baisse de 4,4 % par rapport à avril 2023 et de 10,4 % en g.a.

Certains analystes considèrent que les envois de fonds se seraient maintenus mais qu'ils auraient été dirigés vers un canal illégal (les établissements de type « hawalla ») qui achètent les devises aux Pakistanais résidant à l'étranger sur le marché ouvert qui se situe généralement entre 10 et 15 % au-dessus du taux de change interbancaire.

Le gouvernement pakistanais a mis en place un accord de contre-achat avec l'Iran, l'Afghanistan et la Russie.

Le mécanisme de troc prévoit de rendre possible les achats seulement lorsqu'un montant équivalent à l'export est prouvé.

En vertu de cet accord :

- Il est prévu que le Pakistan exporte 26 produits en Afghanistan, en Iran et en Russie (lait, crème, œufs, céréales, viande, poisson, différentes catégories de fruits et légumes, riz, sel, divers produits pharmaceutiques, cuir et articles en cuir, chaussures, articles de sport, différents types de produits sidérurgiques).

- Les acheteurs pakistanais sont autorisés à importer d'Afghanistan du charbon et d'autres

minéraux, des articles en caoutchouc brut, des peaux brutes, du coton, des produits métalliques, des fruits et des noix, des légumes, des légumineuses, des épices, et des métaux.

- La partie achat de l'accord de troc avec l'Iran porte sur le pétrole brut, le gaz naturel liquéfié (GNL) et le gaz de pétrole liquéfié (GPL), les produits chimiques, les engrais, les articles en plastique et en caoutchouc, certains fruits, des noix, des légumes, des épices, des métaux, du charbon, des peaux brutes, de la laine brute et des objets en fer et en acier.

- La partie achat de l'accord de troc avec la Russie porte sur l'achat de blé, de légumineuses, de charbon, d'huile de moteurs, de GNL et de GPL, d'engrais, de divers types de teintures, d'articles en plastique et en caoutchouc, des minéraux et des métaux, de produits chimiques, d'articles en métal et en acier, et d'articles de machines industrielles textiles.

Le Pakistan reçoit sa première livraison de pétrole russe

Il s'agit de la toute première cargaison de pétrole brut russe (provenant de l'Oural) livrée au Pakistan. Le tanker arrivé à destination au port de Qassim (ville de Karachi) est d'une capacité de 50 000 tonnes métriques de pétrole.

Un accord de gouvernement à gouvernement avait défini que le pétrole livré par la partie russe le serait à prix réduit, mais la formule de prix n'a pas été rendue publique. Le ministre de l'électricité avait annoncé en mai que la cargaison devait être payée en yuans chinois dans le cadre d'un accord entre la Banque centrale pakistanaise et la Banque centrale chinoise. Une nouvelle livraison de 50 000 tonnes sera déchargée sur le même port à la fin juin.

Shell Pakistan Limited (SPL) a informé la Bourse du Pakistan (PSX) que sa société mère avait l'intention de vendre ses actifs

En mai, SPL avait annoncé des pertes nettes de 4,6 Mds PKR (16,1 MUSD) pour le premier trimestre 2023 alors que le bénéfice après impôts pour l'année 2022 s'était établi à 2 Mds PKR (7,0 Mds USD).

La perte est liée (i) au fait que le retard de paiement des subventions par l'Etat est pris en charge pendant un très long laps de temps par les opérateurs de la distribution d'hydrocarbures ; (ii) à un phénomène de contrebande de carburant diesel exceptionnelle cette année survenue à la suite de l'augmentation des prix des carburants en février 2023 ; à la baisse de consommation d'un tiers des carburants par la population pakistanaise dans le contexte actuel de crise économique.

Par ailleurs, il semble que cette décision repose également (i) sur la baisse de la parité entre la roupie et le dollar américain de plus de 40 % en un an (cela a entraîné des frais financiers importants des distributeurs de carburants), (ii) sur les incertitudes macroéconomiques (inflation élevée et risque de défaut) et une situation d'instabilité politique.

Sri Lanka

Réduction des taux directeurs de 250 points de base et baisse de l'inflation à 25 %

A partir du 1er juin, la Banque Centrale a ramené les taux de sa facilité de dépôt (Standing Deposit Facility, SDF) et de sa facilité de prêt (Standing Lending Deposit, SLF) à 13 % et 14 % respectivement. Cette baisse, la première depuis trois ans après des hausses successives pour un total de 1050 points depuis janvier 2022, intervient dans un contexte de réduction de l'inflation plus rapide que prévue. A 25 % en g.a. au mois de mai (35 % en avril), la diminution de ce taux d'inflation s'explique par un fort effet de base, accompagné d'une stagnation des prix au cours des derniers mois. L'inflation alimentaire s'élève ainsi à 22 % en g.a. et l'inflation non alimentaire à 27 % en g.a. La baisse devrait se poursuivre, entre autres grâce à de nombreuses baisses de prix annoncées récemment pour le gaz et les carburants (de 3 à 18 % selon les produits, permises notamment par l'appréciation de la roupie) ainsi que pour certains médicaments et produits alimentaires de base. Avec cette baisse de taux directeurs, la banque centrale espère ainsi voir diminuer les

taux d'intérêts qui s'élèvent encore à 21 % pour les taux bancaires et à 22 % pour les obligations d'Etat à 6 mois.

Levée des restrictions d'importation pour 300 lignes tarifaires

Le 9 juin, les autorités sri lankaises ont annoncé officiellement le retrait de près de 300 codes douaniers (HS 6) de la liste des produits sujets depuis plusieurs mois à une « Temporary Suspension » (TS), jusqu'alors au nombre de 1200. Parmi les 900 codes restants, environ 300 concernent le secteur automobile. Les codes ayant été retirés de la liste concernent notamment des produits alimentaires (yaourt), de l'industrie du bois, des matériaux nécessaires à la construction, et des appareils électroménagers. Alors que les réserves de change de la Banque Centrale continuent d'augmenter et s'établissent au mois de mai à 3,5 Mds USD (2,6 mois d'importations), la levée progressive des restrictions d'importation apparaît pour les autorités comme un moyen d'augmenter les recettes publiques via la collecte douanière qui représente traditionnellement une part importante des revenus de l'Etat. De janvier à avril 2023, les importations sri lankaises ont totalisé 5,3 Mds USD, en diminution de 28 % en g.a. Cette levée de restrictions s'inscrit par ailleurs dans le programme FMI en cours.

Sri Lanka redevient éligible aux financements concessionnels de la BAsD

En janvier 2019, Sri Lanka avait été requalifié comme appartenant au groupe C de la classification de la Banque Asiatique de Développement (BAsD), n'ayant ainsi accès qu'aux ressources dites « ordinaires » de la banque et perdant la possibilité d'obtenir de nouveaux prêts concessionnels. Le passage d'un groupe à l'autre reposant sur des critères de Revenu National Brut (RNB) par habitant et de solvabilité, la crise que traverse le pays a conduit les autorités à effectuer en avril une demande de requalification auprès de la BAsD, demande acceptée ce 7 juin. Une demande similaire avait été faite en 2022 ayant conduit en décembre

dernier déjà à une « reverse graduation » par la Banque Mondiale. En 2022 le RNB/habitant s'établit à 3 388 USD, proche de son niveau de 2013 de 3 524 USD et bien inférieur à celui de 4 292 USD au moment de la décision de requalifier le pays prise en 2017. Sri Lanka aura donc à l'avenir la possibilité de recourir à la fois à des prêts concessionnels et à des prêts à taux de marché, en plus des prestations d'assistance technique et de conseil stratégique. Au début de l'année 2023, le portefeuille souverain de la BAsD à Sri Lanka s'élevait à 3,64 Mds USD. La banque s'est depuis engagée à prêter 350 MUSD supplémentaires en soutien aux finances publiques et aux réformes sur les 2 Mds USD supplémentaires que les autorités espèrent obtenir de sa part au cours des quatre prochaines années, durée du programme FMI en cours.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC-	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international